



EMS-SEMA



info-sge

Bulletin du Secrétariat de Gestion Environnementale pour l'Amérique latine et les Caraïbes

Fondé en octobre 1998 - Édition No 24 - Septembre 2004

www.ems-sema.org/castellano/noticias/fra/04-set.htm



Associations urbaines soutenables: de la vision commune à l'action.

Le Forum Urbain Mondial de l'Habitat (FUM) Barcelone 2004 nous mène à poser un regard sur les villes tant dans leur soutenabilité environnementale, comme dans la lutte contre la pauvreté. Ce Forum a été précédé d'un effort qui est né à Istanbul et a été repris à Nairobi en 2002, et qui part de la reconnaissance de l'AL21 (Rio de Janeiro, 1992) comme « pierre angulaire » et guide vers le développement soutenable. Le transfert de Nairobi 2002 à Barcelone 2004 a été à la fois marqué par le soutien que le FUM 2002 a reçu au Sommet du Développement Soutenable de Johannesburg 2002 et par son articulation avec les compromis surgis des Objectifs de Développement du Millénaire.

Les problèmes se maintiennent et s'accroissent : l'agenda doit s'adapter. Un des défis pour la nouvelle phase consiste en comment persuader toute la communauté internationale de s'intégrer, adopter et mettre en action avec réalisme et responsabilité les compromis de cet ambitieux agenda international. Ceci ne peut se réaliser sans une incorporation des réalités locales, avec ses autorités, acteurs et réseaux, au cadre institutionnel du débat. Particulièrement dans les villes des pays en voies de développement. Même si cette « recette n'est pas d'application facile » face à la complexité croissante, simultanément au processus institutionnel, il est nécessaire de perfectionner les instruments suggérés : c'est le cas des associations. Pour ce faire, il est nécessaire de renforcer les capacités des gouvernements locaux pour assurer l'effective application de l'agenda et la soutenabilité des associations.

Il y a de claires différences dans le processus vers le développement durable urbain au cours des 20 dernières années. Tant dans l'évolution comme dans l'atteinte des résultats : différences entre les régions, leurs acteurs et systèmes respectifs, leurs diverses politiques culturelles, sociales, économiques et environnementales dans la recherche de cet objectif. À titre d'exemple : l'utilisation d'indicateurs pour contrôler l'atteinte des objectifs est nécessaire mais n'est pas suffisante pour guider le processus vers le but recherché. La forme et la méthode de la stratégie à appliquer doivent également évoluer.

Dans les associations multisectorielles, le SGE donne priorité au rôle de leader des gouvernements municipaux et ses acteurs, en intégrant les centres de recherche afin d'assurer la viabilité du processus. Ken Kaplan (2003)¹ dit que : « ...le principal problème des associations environnementales urbaines n'est pas dans la mise sur pied de l'initiative pour résoudre les urgences de l'installation d'un service publique, mais bien dans la viabilité de celle-ci afin d'assurer que les services soient fournis à moyen et long terme ».

Le SGE offre aux municipalités et leurs réseaux, un instrument qui permet la naissance d'associations multisectorielles, qui fait appel à des villes de pays industrialisés, en commençant par leurs propres entreprises de services environnementaux urbains, afin qu'elles s'intègrent à ces compromis dans le cadre des conventions internationales.

Le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) appuie les associations multisectorielles depuis 1998, et il a graduellement réussi à attirer un intérêt croissant de la communauté internationale, comme on peut le constater dans la collaboration avec des institutions de développement. Récemment, le Centre a obtenu l'appui du Ministère de l'Environnement et Territoire de l'Italie (METI), avec la signature d'un accord qui a pour but d'aider à atteindre les Objectifs du Millénaire et du CSSD 2002. En conséquence, le SGE présente cet instrument qui sera disponible pour les municipalités des petites et moyennes villes d'Amérique Latine et des Caraïbes (ALC) ainsi que pour leurs associations à partir de l'an prochain. Afin d'assurer la réussite de ce processus, le SGE, en plus de travailler avec les agences de l'ONU, fait appel aux réseaux de municipalités de l'ALC pour que celles-ci s'intègrent, à travers ce programme, à des réseaux similaires de villes de pays industrialisés.

Walter Ubal Giordano, Directeur Exécutif du SGE

¹ <http://www.bpd-waterandsanitation.org/english/docs/plottingp.pdf>

SUR CETTE ÉDITION...

EDITORIAL, par Walter Ubal, Directeur Exécutif du SGE.....	1
FORUM URBAIN MONDIAL- ENTREVUE À STELA GOLDENSTEIN.....	1
UN REGARD SUR L'AGENDA DU SGE.....	2
- Initiative sur Villes Soutenables, ICS – Mission à Porto Alegre	
- Millénaire Environnemental N° 2	
- Le Ministère de l'Environnement et du Territoire de l'Italie appuie le SGE dans la Promotion d'Associations Environnementales Municipales	
SUR LES NOUVELLES INITIATIVES.....	3
- Projet UNEP – SGE: Formation de Techniciens Municipaux en Gestion de Déchets Dangereux dans le cadre de la Convention de Bâle	
INITIATIVES EN COURS.....	3
- Gestion de Services Environnementaux pour les Populations Vulnérables dans les villes d'Amérique Centrale, par Victor Manuel González	
APPORTS DU SGE POUR LES PRENEURS DE DÉCISION	4
- Programme de Petits Fonds pour la Recherche	
SUJETS D'INTÉRÊT	4
- Plan National d'Implantation de l'Accord de Stockholm	
- MERCOVILLES – Unité Thématique Environnementale	
CITY PRESS.....	4
Cours - Événements – Opportunités Professionnelles	

VERS LE FORUM URBAIN MONDIAL : ENTREVUE AVEC STELA GOLDENSTEIN

Stela Goldenstein, Membre Permanente du Comité Technique de Consultation du SGE. Ancienne Secrétaire de l'Environnement de la ville de Sao Paulo.



Deux ans après le Sommet de Johannesburg 2002, laquelle des résolutions proposeriez-vous comme priorité de ce Forum Mondial UN-HABITAT 2004 dans l'agenda environnemental pour la viabilité urbaine?

Je considère que les questions les plus urgentes pour les pays les plus pauvres sont celles qui concernent la consolidation de la démocratie, politique et sociale. On considère dans ce concept la diminution des inégalités, c'est-à-dire, d'un côté la création d'opportunités d'emploi et de bénéfiques, et de l'autre, l'accès à un environnement sain. Pour ceci, nous avons besoin d'investissements en assainissement de base, en transport, en logement...Mais nous avons aussi besoin d'investissements pour l'élargissement de la capacité en gestion urbaine et pour la définition de modèles de résolution des problèmes.

Dans plusieurs cas, le concept de « villes soutenables » semble se restreindre à des villes du monde industrialisé. Cependant, en Amérique Latine, quelques villes sont en train d'aller vers un plan de ville soutenable. Où réside l'élément ou le « secret » essentiel qui permet que certaines villes aient atteint le concept de « villes soutenables »?

Selon moi, nous n'avons pas de villes que l'on puisse considérer comme « soutenables » en Amérique Latine. Le défi des inégalités et injustices sociales fait que l'effort doit être encore plus important à côté de celui que doivent faire les pays développés. De cette façon, nous n'avons pas encore des politiques publiques et privées. Les villes dont les

expériences sont positives sont celles qui sont en train d'établir des politiques sectorielles et spécifiques qui visent la durabilité.

Quelques politiques locales de gestion des résidus, des programmes de récupération des zones de production hydrique, ou quelques politiques publiques qui valorisent la participation sociale dans les décisions d'intérêt public, sont des bons exemples. D'un autre côté, on peut dire qu'il y a déjà une tendance globale à revoir les niveaux de compétence des différents paliers gouvernementaux, en élargissant le rôle du niveau local, même s'il s'agit d'un processus lent qui entraîne souvent des conflits.

A la lumière des expériences enregistrées en Amérique Latine, quel rôle donneriez-vous aux associations publico privées et à quels secteurs donneriez-vous priorité au niveau local afin qu'elles puissent devenir un levier pour le développement urbain durable?

Nous savons aujourd'hui que c'est une erreur de s'attendre à ce que les pouvoirs publics soient ceux qui vont résoudre toutes les questions d'intérêt collectif. La participation de la société civile organisée est en train de croître et d'assumer un espace politique, des responsabilités et des initiatives dans la gestion des biens et services publics.

Mais, pour ce faire, il est nécessaire de renforcer les instruments fiscaux et légaux de l'État. De la même façon, il est indispensable de renforcer la capacité d'organisation de la société pour participer de manière représentative. Différentes initiatives qui peuvent s'observer dans ce sens ont obtenu du succès, tant dans le domaine de la santé, comme dans celui des ressources

hydriques, pour ne citer que deux sujets dans lesquels les municipalités ont commencé à avoir une responsabilité accrue ces dernières années.

En dépit du fait que les Buts de Développement du Millénaire incorporent des objectifs qui compromettent les villes, les gouvernements locaux ont une faible implication et un maigre leadership dans ces processus. Quels instruments ou mesures suggèreriez-vous pour accroître l'implication et le leadership des autorités locales dans ces processus?

Le fait est que les accords internationaux et les politiques nationales sont établis sans prendre en considération les pouvoirs locaux. Il existe une difficulté de reconnaissance effective de la part des gouvernements nationaux, de la capacité d'agir des gouvernements locaux, parce que ceci suppose une division de pouvoir et une perte d'intérêts et bénéfices financiers internationaux.

En même temps, les pouvoirs locaux ont encore une capacité limitée d'exécution de politiques qui dépendent de changements fiscaux et de processus économiques. Les réseaux qui articulent et appuient l'action des pouvoirs municipaux ont une importance spéciale quand il s'agit de former, faire la promotion d'échange d'expériences, renforcer les municipalités pour que leurs demandes soient prises en compte par les gouvernements centraux. De la même manière, les réseaux peuvent organiser l'appui à l'accompagnement et le suivi des buts établis, en renforçant le rôle des municipalités. Ceci est particulièrement vrai si les réseaux sont formés, non seulement par un ensemble d'institutions publiques locales, mais aussi par la participation active d'entités publiques non gouvernementales.

UN REGARD SUR L'AGENDA DU SGE



Joao Verle, Maire de Porto Alegre, Madame Heather Schoemaker, Directrice Initiative de Villes Soutenables, Ron Davidson, Consul Général Canadien et Carlos Vieira, Secrétaire de Planification de Porto Alegre.

Initiative de Villes Soutenables, Mission à Porto Alegre

Du 10 au 13 août 2004, le SGE a participé en tant que membre de la délégation canadienne de la Première Mission (d'Industrie Canada) à la ville de Porto Alegre (POA) au Brésil, en rapport à l'Initiative de Villes Soutenables.

La Première Mission d'Élaboration d'une Carte de Route cherche à explorer, conjointement avec les autorités municipales et le personnel technique de POA, de possibles domaines de coopération entre la ville de POA et le Canada, à travers le réseau ICS de secteurs publics et privés, ONGs et associés académiques.

La délégation canadienne a été intégrée par le Consul Général du Canada au Brésil, l'Équipe ICS de la ville de Porto Alegre, des entreprises du secteur privé avec de l'expérience dans les domaines tels que la gestion de déchets solides, le traitement de l'eau et des eaux résiduelles, le transport, les technologies de l'information, la planification du développement, la planification urbaine et le renforcement des technologies. La délégation a aussi compté avec des membres de la communauté scientifique, le Centre International pour les Villes Soutenables (ICSC) et le +30 Network, Planification pour la Soutenabilité à Long Terme.

À travers des sessions plénières et six groupes de travail, l'échange entre la délégation canadienne et les autorités de Porto Alegre s'est centrée sur des questions entre la Gestion de l'Eau/ Eau résiduelle, la Technologie de l'Information (accès communautaire à Internet), le Développement Économique et le Tourisme, la Gestion de Déchets Solides/ Recyclage, le Transport Intégré et les Technologies de la Construction (logement social).

Le Ministère de l'Environnement et du Territoire de l'Italie appuie le SGE pour la Promotion des Associations Environnementales Municipales.

Le mois de juillet dernier, le CRDI du Canada et le Ministère de l'Environnement et du Territoire de l'Italie ont signé un accord en bénéfice du SGE. Cet accord institutionnalise l'appui du MATI au SGE afin de développer des activités de promotion d'associations multisectorielles entre Municipalités pour le développement de *partnerships* dans les domaines environnementaux locaux.

À cet égard, la Direction du SGE réalisera une réunion mardi le 26 octobre de cette année à la ville de Rome, Italie.

Milenio Ambiental N° 2 (Millénaire Environnemental N° 2)

Le mois d'octobre prochain, le deuxième numéro de Millénaire Environnemental, la revue du SGE, sera disponible. Dans cette édition, deux problèmes centraux affrontés par les villes de l'Amérique Latine et les Caraïbes seront abordés : la création d'emploi et les sources alternatives d'énergie. Ces problématiques seront traitées à partir d'un angle particulier : la gestion des déchets solides urbains.

Millénaire Environnemental ne cherche pas uniquement à illustrer des visions et des expériences sur comment résoudre des problèmes urgents qui font référence à la création d'emploi et la production d'énergie, mais il cherche aussi à analyser comment se créent les conditions qui puissent assurer la soutenabilité de politiques à moyen et long terme.

Dans ce numéro, nous réalisons la présentation et la promotion des études qui ont répondu à leurs réalités particulières, telles les expériences de gestion inédites qui répondent tant à des structures associatives traditionnelles comme à des formes innovatrices, mais qui puissent être répliquées et adaptées à d'autres réalités.

Vous trouverez Millénaire Environnemental au lien suivant:

<http://www.ems-sema.org/milenioambiental/index.html>

PROJET UNEP- SGE : Formation de Techniciens Municipaux en Gestion de Déchets Dangereux dans le Cadre de la Convention de Bâle

Au cours du mois de septembre, des activités du projet « Formation de Techniciens Municipaux en Gestion Environnementale Adéquate de Déchets Dangereux » ont débuté. Ce projet compte avec l'appui du Programme des Nations Unies pour l'Environnement à travers le Fond Fiduciaire de la Convention de Bâle, du Ministère du Logement, Territoire et Environnement de l'Uruguay, et du Secrétariat de Gestion Environnementale pour LAC du Centre de Recherche pour le Développement International, SGE-CRDI.

Le projet consiste à développer et appliquer une méthodologie de formation qui permette d'arriver de la manière la plus directe possible et au plus grand nombre de techniciens municipaux impliqués dans la gestion de déchets. Cette formation pourra être abordée de deux façons : une à l'aide de cours magistraux organisés dans le cadre d'une proposition des Autorités Compétentes et l'autre, à l'aide de cours à distance en utilisant les réseaux de communication-diffusion régionaux existants. Cette expérience est une expérience pilote et on espère pouvoir élaborer une proposition qui analyse la « répliquabilité » de l'expérience pour une plus ample couverture de ce type de formation.

L'objectif général est la formation de techniciens municipaux dans la gestion environnementale adéquate de déchets dangereux en prenant en considération le besoin de ces acteurs locaux et en renforçant l'articulation avec les Autorités Compétentes dans l'atteinte des objectifs de la Convention de Bâle. Le projet est implanté conjointement par le Centre Coordinateur de Formation et Transfert de Technologie de la Convention de Bâle pour l'Amérique Latine et les Caraïbes et le SGE-CRDI.

INITIATIVES EN COURS

Projet : Gestion de Services Environnementaux pour les Populations Vulnérables dans les villes d'Amérique Centrale.

*Par Victor Manuel González, Chef de projet
Accord de Coopération Technique BID-FEMICA-SGE*

Le développement de ce Projet répond aux demandes contenues dans l'Agenda Régional de l'Amérique Centrale et au mandat des gouvernements locaux d'intervenir dans le domaine de gestion de risque et de la vulnérabilité des établissements humains marginaux dans les zones urbaines des municipalités plus enclines aux désastres. À cette date, nous pouvons mentionner que certaines tâches ont été réalisées et certains résultats ont été atteints pour donner lieu à des produits, dont les suivants :

Tâche 1. Identification d'études de cas de pratiques qui ont eu du succès en mitigation de risques et vulnérabilité environnementale dans les villes du Honduras et Nicaragua, pour développer un diagnostic municipal/pays.

Résultat 1. Choix de centres urbains au Honduras (la MAMUCA, El Progreso, Comayagua et Puerto Cortez) et au Nicaragua (Ocotal, Condega, Managua et Esteli).

Résultat 2. Méthode d'identification et diagnostic des bonnes pratiques dans la gestion des services environnementaux pour les populations vulnérables dans les villes d'Amérique Centrale.

Tâche 2. Diagnostic Général de Bonnes Pratiques.

Résultat 3. Diagnostic général de bonnes pratiques en prévention et mitigation de risques et vulnérabilité environnementale. Ce résultat est constitué de deux rapports séparés (un pour chaque pays pour un total de huit municipalités).

Produit 1. Premier Rapport de Services de Conseil

La réussite de ce produit est illustrée dans le rapport qui intègre les résultats de la première phase des services de conseil, en accord avec ce qui a été établi dans les termes de référence des services de conseil du Projet de Coopération BID-FEMICA-SGE.

Résultat 4: Présentation et remise de la proposition méthodologique et plan de travail pour élaborer les études de cas sur les bonnes pratiques environnementales au Honduras et au Nicaragua au Comité Coordinateur du Projet pour son acceptation.

Ces réussites ont été rendues possibles grâce à l'appui permanent donné au FEMICA de la part du Comité Coordinateur du Projet; des entreprises de conseil; de la participation active des municipalités choisies dans les deux pays; d'AMHON; d'AMUNIC; des comités de quartier et les différents secteurs impliqués qui rendent plus facile l'analyse et l'évaluation des leçons apprises des expériences pour la réduction de la vulnérabilité de l'environnement.

En plus d'avoir accompli l'exécution des tâches et activités décrites dans les Termes de Référence et prévues dans le Plan de Travail du Projet pour cette phase, le domaine de l'étude et les fondements méthodologiques se sont élargis en ajoutant des activités complémentaires qui ont été d'une importance significative

pour améliorer le travail et la qualité des produits qui en ont découlé. Voici ces activités complémentaires :

- ✦ Définition d'un cadre conceptuel sur les bonnes pratiques environnementales, comme fondement préalable au choix des municipalités et à l'élaboration de la méthodologie des diagnostics. Ce cadre conceptuel n'était pas prévu à l'origine, mais il a été considéré indispensable comme point de départ pour donner fondement au processus de choix des municipalités dans lequel les critères d'existence de bonnes pratiques et le processus méthodologique pour la réalisation des diagnostics dans chaque pays se sont amplifiés. L'amplification du diagnostic général de bonnes pratiques en prévention et mitigation des risques de vulnérabilité environnementale étudié des lors quatre municipalités par pays au lieu des deux qui étaient prévues dans les Termes de Référence. Ceci signifie qu'en tout, huit diagnostics ont été réalisés au lieu des quatre prévus initialement. Cette initiative a été approuvée dans la première réunion de coordination des travaux des services de conseil envisagés dans le Projet avec la participation de représentants de FEMICA, SGE, AMHON, AMUNIC, CATIE, CINET et FUNDEMUN.
- ✦ Ateliers de validation des résultats des diagnostics de chaque localité choisie. Cette initiative a surgi comme un pas indispensable dans la méthodologie qui a été élaborée pour la réalisation des diagnostics municipaux, ce qui s'ajoute à la validation régionale prévue dans le Projet. Comme résultat de l'amplification du diagnostic à quatre municipalités par pays, huit ateliers de validation au niveau municipal ont été réalisés.
- ✦ Réunions et ateliers internes de coordination, réflexion et systématisation d'expériences. En plus des réunions internes prévues pour la coordination des actions du Projet, une rencontre additionnelle a été réalisée en décembre 2003 à Managua avec la participation de CINET et FUNDEMUN, afin de viabiliser les accords atteints dans la réunion de Managua et dans l'atelier de San Pedro Sula. En outre, un atelier a été réalisé en avril 2004 pour l'élaboration de rapports et la réflexion sur les leçons apprises dans les processus de choix des municipalités et le développement des diagnostics.

Étapes futures : Études de Cas et Programme de Formation:

Durant le second semestre de l'année en cours et après l'analyse de la part de la Coordination Régionale du Projet, le Comité Coordinateur du Projet a approuvé la réalisation d'études de cas dans les municipalités de Managua et Esteli de la République du Nicaragua et dans El Progreso et Puerto Cortez de la République du Honduras. Cette phase aura une durée de 75 jours à partir du mois d'août 2004.

Vers la fin du mois d'octobre de cette année, un atelier sera organisé à Managua, Nicaragua, afin de valider les résultats des études de cas et la proposition et design du Programme de Formation Municipale. Le processus de formation de techniciens municipaux en gestion de risque et gestion de la vulnérabilité environnementale dans l'Isthme Centroaméricain prendra place à partir du mois de novembre.

APPORTS DU SGE POUR LES PRENEURS DE DÉCISION

Dans le cadre de son Programme de Petits Fonds pour la Recherche, le SGE appuie les propositions de recherche appliquée au niveau municipal. À partir d'un système d'Appels Publics, des propositions peuvent surgir, formulées conjointement par : gouvernements locaux, centres de recherche, le secteur privé et la société civile. C'est ainsi que le SGE a appuyé plus de quarante projets dans des sujets d'importance en matière de gestion environnementale urbaine : gestion de déchets solides, gestion soutenable de l'eau, assainissement et associations publico privées dans les municipalités de l'Amérique Latine et les Caraïbes. A continuation, voyons deux des propositions choisies lors du dernier Appel :

Projet : « Associations Publico Privées pour initier une gestion intégrale de l'eau à Pergamino » (Argentine)

Associés dans le projet : Municipalité de Pergamino et Centre d'Études Sociales et Environnementales - CESAM

Objectif : Renforcer la capacité de gestion du gouvernement local à travers l'implantation de mécanismes associatifs et participatifs et du développement d'instruments visant la diminution des vulnérabilités en rapport avec la gestion des excès d'eau dans la ville de Pergamino (réduction du risque d'inondations et contrôle de la pollution de l'eau durant ces inondations). Montage d'un Système d'Alerte Hydrométéologique dans une base SIG.

Projet : « Bases scientifiques pour l'élaboration du Plan de Mitigation de la Pollution du Grand Lac du Nicaragua dans la zone d'influence de l'Île d'Ometepe » (Nicaragua) »

Associés dans le projet : Association de Municipalités du Grand Lac du Nicaragua (AMUGRAN) et Centre pour la Recherche en Ressources Aquatiques de Nicaragua, Université Nationale Autonome de Nicaragua (CIRA/UNAN)

Objectif : Produire de l'information scientifico-technique dans cette zone spécifique qui puisse servir de base pour comprendre les processus qui ont influencé la qualité de l'eau du Grand Lac du Nicaragua. Renforcer les gouvernements locaux et autres acteurs sociaux, en offrant les outils de bases de gestion intégrée des vallées pour obtenir un développement soutenable dans celles-ci.

SUJETS D'INTÉRÊT



Plan National d'Implantation de l'Entente de Stockholm

Le projet « Plan National d'Implantation- chapitre Uruguay » développé par le Ministère du Logement, Territoire et Environnement –Direction Nationale de

l'Environnement- Département de Substances Dangereuses, est un projet dans le domaine de la gestion de substances chimique dans le cadre de l'Entente de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants (POP).

Ce projet a comme objectif central la formulation du Plan National d'Implantation (NIP) afin d'atteindre les objectifs fixés à l'Entente de Stockholm. Développé avec un point de vue interinstitutionnel et interdisciplinaire, le projet a comme but pour l'an 2005, la formulation du Plan National pour améliorer la gestion de substances et produits chimiques en Uruguay à travers la prévention et le contrôle du cycle de vie.

Pour plus d'information: www.nip.gub.uy

MERCOVILLES – Unité Thématique Environnementale

En juillet dernier, dans le cadre du Congrès International des Villes et de la Foire URBIS 2004, une rencontre de l'Unité Thématique Environnementale du Réseau MERCOVILLES a eu lieu à Sao Paulo. La rencontre a été structurée en deux parties :

Le Séminaire « Indicateurs Socio Environnementaux comme instruments de Gestion Participative dans les villes »; et la rencontre des villes membres de l'Unité Thématique.

Dans celle-ci, il a été question de définir des priorités et un chronogramme de travail à être développé au second semestre cette année et jusqu'au 10^{ème} Sommet des Mercovilles qui se tiendra en Décembre dans la ville de Buenos Aires.

Actes disponibles à: <http://www.ems-sema.org/eventos/utma/>

CITY PRESS

OPPORTUNITÉS PROFESIONNELLES

- ✦ Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-PNUMA)
 - Officier de Programme (P-5, P-4 y P-3) Nairobi
 - Officier de Programme Senior (POPs), P-5
- ✦ Banque Interaméricaine de Développement (BID)
 - Chef de l'Unité de Développement Rural
- ✦ Institute for Global Environmental Strategies (IGES)
 - Chercheur pour le Projet Politique Climatique

PROCHAINS ÉVÈNEMENTS

- ✦ Premier Séminaire sur Gestion Locale
- ✦ Forum Urbain Mondial
- ✦ Congrès Mondial de l'Eau
- ✦ Plans de Gestion Intégrale de Déchets Solides Municipaux PGIRS

- ✦ Ville Rencontre du Parana d'Éducation Environnementale
- ✦ Rencontre Internationale sur l'Implantation de la Directive Macro sur l'Eau.
- ✦ Rencontre Consultative sur Eau et Assainissement
- ✦ Financement de Municipalités et Gouvernements locaux.
- ✦ Jour Interaméricain de l'Eau
- ✦ Entente du Flux de l'Eau Souterraine de l'échelle locale à l'échelle régionale.
- ✦ Sommet Américain de l'Association Publique Privée
- ✦ Deuxième Rencontre Globale des Collaborateurs d' EPPPU
- ✦ Forum Mondial sur les Indicateurs Clés de l'OCDE
- ✦ Rencontre Régionale sur « Coopération dans les Espaces Côtiers »

- ✦ Congrès CARA. Hydrogéologie et Gestion de Ressources Hydrauliques en Amérique Centrale.

FORMATION

- ✦ Cours Bases Économiques pour la Gestion et Valorisation de Biens et Services Environnementaux.
- ✦ Spécialisation en Développement Local
- ✦ Spécialisation en Développement Local avec Perspective de Genre.
- ✦ Programme Gestion et Planification Environnementale.

PRIX / CONCOURS / BOURSES

- ✦ Prix PANDA de Communication Environnementale
- ✦ Bourses Cervantes pour Études avancées
- ✦ Prix de l'Eau de Stockholm

La mission du Secrétariat est de promouvoir une gestion environnementale correcte en Amérique Latine et les Caraïbes, en offrant un appui pour les prises de décisions (formulation de politiques et implantation) par rapport aux effets environnementaux des différentes activités humaines, à travers une relation dynamique entre la recherche, la coopération horizontale et une plus grande disponibilité d'information pertinente.

Le SGE (EMS-SEMA) compte avec l'appui du CRDI de la BID, d'Environnement Canada, de l'UNEP-PNUMA et du Ministère du Logement, Territoire et Environnement de l'Uruguay (MVOTMA). C'est un Secrétariat International administré par le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI- Canada - www.idrc.ca)

Avda. Brasil 26 55 - 11300 Montevideo, Uruguay
Tel: (598-2) 709-0042 Fax: (598-2) 708-6776
www.ems-sema.org - info@ems-sema.org

Compilation, Édition Graphique et Distribution :
María Noel Estrada Ortiz (mestrada@idrc.org.uy) et Lorena Fiori

